

Rapports d'avancement nationaux - Comores

Rapport mondial d'avancement sur la lutte contre le sida 2020



Table des matières

- I. Global - Objectifs Accélérer la Riposte
- II. Cascade du test et traitement du VIH - Garantir l'accès au traitement aux 30 millions de personnes vivant avec le VIH grâce à l'atteinte des objectifs 90–90–90 d'ici 2020
- III. Prévention de la transmission mère-enfant du VIH - Éliminer les nouvelles infections à VIH chez les enfants d'ici 2020 et garantir l'accès au traitement du VIH à 1,6 millions d'enfants d'ici 2018
- IV. Programmes de prévention du VIH; Populations clés - Assurer l'accès aux options de l'association de mesures de prévention, parmi lesquelles la prophylaxie préexposition, la circoncision masculine volontaire médicale, la réduction des risques et les préservatifs, à au moins 90 % des personnes d'ici 2020, en particulier les jeunes femmes et les adolescentes dans les pays à forte prévalence et les populations clés, c'est-à-dire les homosexuels et les autres hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les personnes transgenres, les professionnels du sexe et leurs clients, les personnes qui s'injectent des drogues et les prisonniers
- V. Genre; Stigma et discrimination - Éliminer les inégalités entre les sexes et mettre fin à toutes les formes de violence et de discrimination envers les femmes et les filles, les personnes vivant avec le VIH et les populations clés d'ici 2020
- VI. Connaissance du VIH et accès aux services de santé sexuelle et reproductive - S'assurer que 90 % des jeunes possèdent les compétences, les connaissances et la capacité de se protéger du VIH et disposent d'un accès à des services de santé sexuelle et reproductive d'ici 2020 afin de réduire à moins de 100 000 personnes par an le nombre de nouvelles infections à VIH parmi les adolescentes et les jeunes femmes
- VII. Protection sociale - S'assurer que 75 % des personnes vivant avec le VIH, affectés par le VIH ou à risque bénéficient de la protection sociale incluant le VIH d'ici 2020
- VIII. Prestation de services à base communautaire - Garantir la gestion par la communauté d'au moins 30 % des services fournis d'ici 2020

- IX. Dépenses associées au VIH - Garantir l'augmentation des investissements liés au VIH à hauteur de US\$ 26 milliards d'ici 2020, dont un quart pour la prévention du VIH et 6% pour les acteurs sociaux
- X. Renforcement et accès à la justice - Responsabiliser les personnes vivant avec le VIH, à risque ou bien affectées par le VIH afin qu'elles connaissent leurs droits, aient accès à la justice et à des services juridiques afin de prévenir et lutter contre les violations des droits de l'homme
- XI. Sortir le sida de l'isolement - S'engager à sortir le sida de l'isolement par le biais de systèmes centrés sur les populations afin d'améliorer la couverture de santé universelle, notamment le traitement pour la tuberculose, le cancer du col de l'utérus et les hépatites B et C

Global

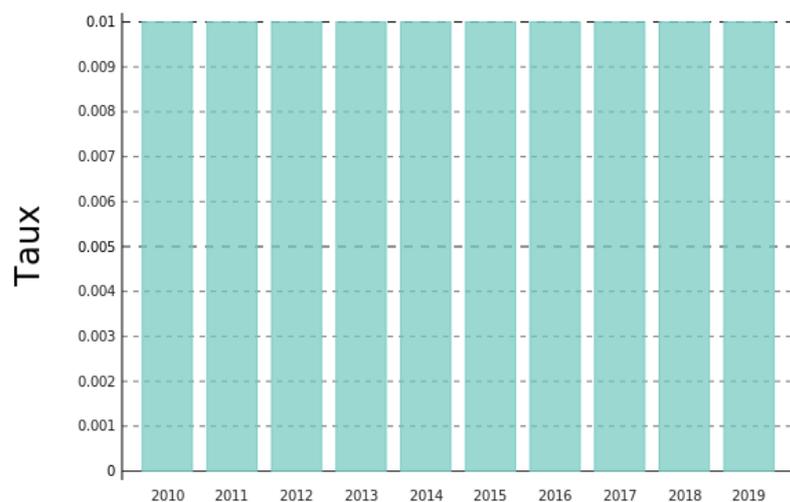
Objectifs Accélérer la Riposte

Résumé des progrès

L'Union des Comores enregistre chaque année des progrès significatifs dans les domaines de la prévention et de la prise en charge biologique, médicale psychologique et nutritionnelle des personnes vivants avec le VIH. Depuis 2006, année d'introduction de la trithérapie pour la prise en charge des malades, le pays s'est doté d'un cadre stratégique de riposte au VIH. Les données de la surveillance épidémiologique du VIH et du Sida montrent les principaux résultats suivants : Épidémie peu active avec une prévalence inférieure à 0.5% (2003). 1er cas VIH notifié: 1988. Début de la trithérapie: 2006. Cas VIH cumulés jusqu'au 31 décembre 2019 : 266 dont 142 femmes et 124 hommes. Nouveau cas de VIH en 2018 : 14 dont 8 femmes et 6 hommes. Décès cumulé jusqu'au 31 décembre 2018 : 69 dont 41 hommes et 28 femmes. Nombre de PVVIH décédé en 2018 : 1 homme. 77 PVVIH sont sous traitement ARV selon le protocole national de prise en charge dont 31 hommes et 46 femmes. 3 enfants vivant avec le VIH sont suivi en 2019.

3.1 Incidence du VIH par 1000, Comores (2010-2019)

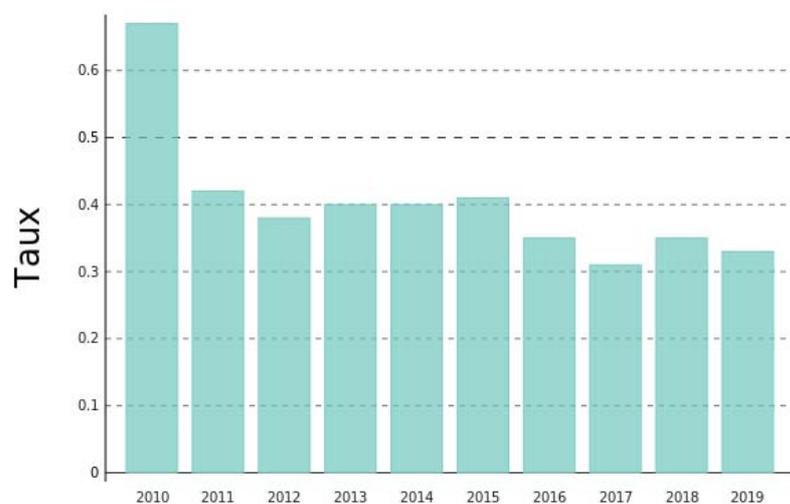
Nombre de nouvelles infections à VIH pendant la période de référence par population de 1 000 personnes non infectées



Source: fichier Spectrum

1.6 Mortalité due au sida par 100000, Comores (2010-2019)

Nombre total de personnes qui sont décédées d'une maladie due au sida sur une population de 100 000 personnes



Source: fichier Spectrum

Cascade du test et traitement du VIH

Garantir l'accès au traitement aux 30 millions de personnes vivant avec le VIH grâce à l'atteinte des objectifs 90–90–90 d'ici 2020

Résumé des progrès

Le gouvernement de l'Union des Comores, s'est engagé à:

- Compléter les équipements de la prise en charge du VIH : le pays a mis à la disposition des médecins référents des appareils CD4.
- Assurer des stocks suffisants de médicaments ARV, IO et de réactifs et consommables (CD4, charge virale) au niveau des 3 îles : Jusqu' au 31 décembre 2019 le pays n'a pas connu des ruptures, ni des médicaments ni des réactifs ni des consommable.
- Assurer le traitement antirétroviral des Adultes, des adolescents et des enfants vivant avec le VIH en suivant les recommandations de l'OMS: Tester et traiter
- Assurer un appui à la prophylaxie et au traitement des IO
- Assurer le suivi médical, héματο biochimique immunologique et virologique des PVVIH adultes et enfants : en effet, le ministère de la santé a signé un contrat avec les trois hôpitaux de référence des 3 îles pour améliorer la prise en charge médicale et biologique des personnes vivant avec le VIH.
- L' acquisition de 3 appareils Gene Expert (1 par île) pour mesurer la charge virale des personnes vivant avec le VIH et le renouvellement du psychologue assurant la prise en charge psychologique des personnes vivant avec le VIH.

Questions de politique (2019)

Existe-t-il une loi, une réglementation ou une politique spécifiant que le dépistage du VIH :

a) Est obligatoire avant le mariage

Non

b) Est obligatoire pour obtenir un permis de travail ou de résidence

Non

c) Est obligatoire pour certains groupes

Non

Quel est le seuil de CD4 recommandé pour débiter un traitement antirétroviral chez les adultes et les adolescents asymptomatiques, selon les directives du ministère de la Santé (MS), et à quel stade en est sa mise en oeuvre?

Pas de seuil, traitement pour tous indépendamment de la numération de CD4; Mise en oeuvre dans tout le pays (> 95 % des établissements de prise en charge)

Votre pays possède-t-il une politique nationale actuelle sur le test systématique de la charge virale pour effectuer le suivi de la thérapie antirétrovirale et dans quelle mesure est-elle mise en oeuvre ?

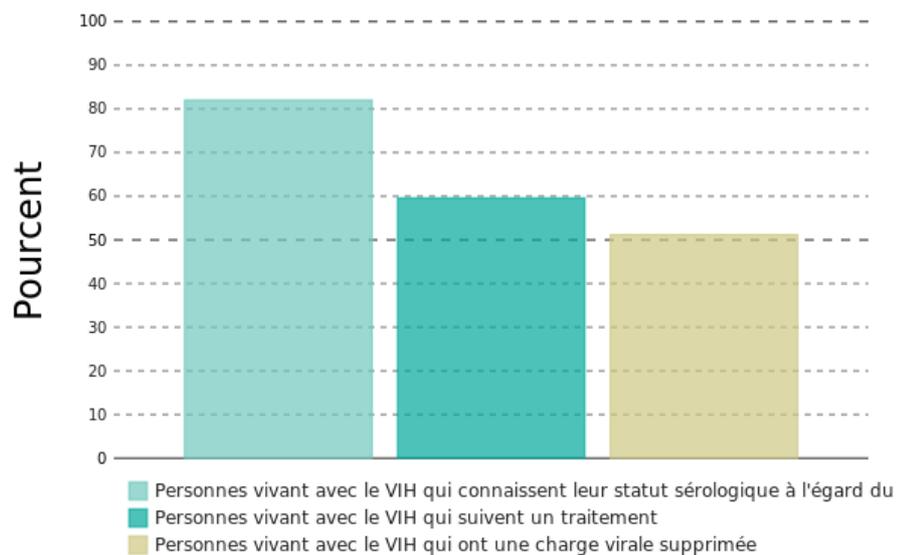
a) Pour les adultes et les adolescents

Oui; Mise en oeuvre dans tout le pays (> 95 % des établissements de prise en charge)

b) Pour les enfants

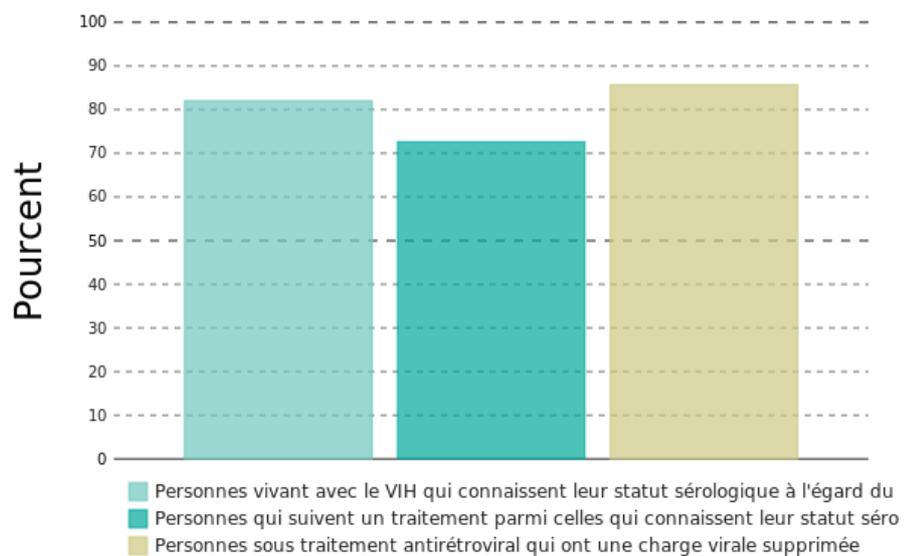
Oui; Mise en oeuvre dans tout le pays (> 95 % des établissements de prise en charge)

Cascade du test VIH et du traitement, Comores (2019)



Source: fichier Spectrum

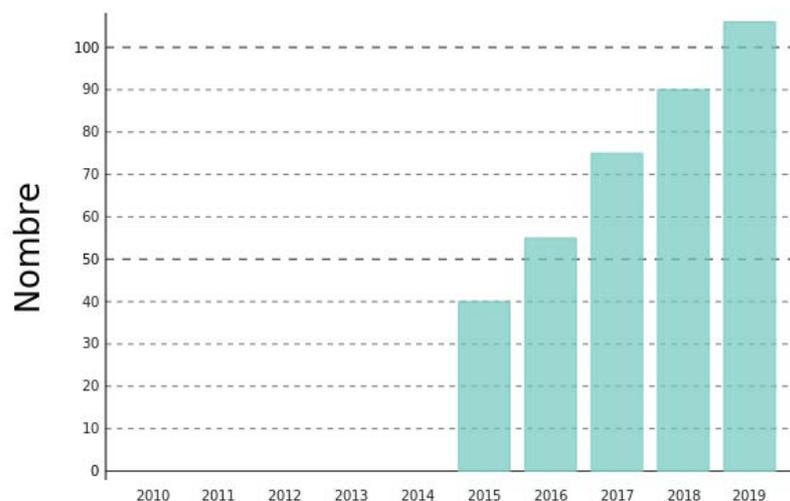
Progrès vers les objectifs 90-90-9, Comores (2019)



Source: fichier Spectrum

1.1 Personnes vivant avec le VIH et connaissant leur statut sérologique, Comores (2010-2019)

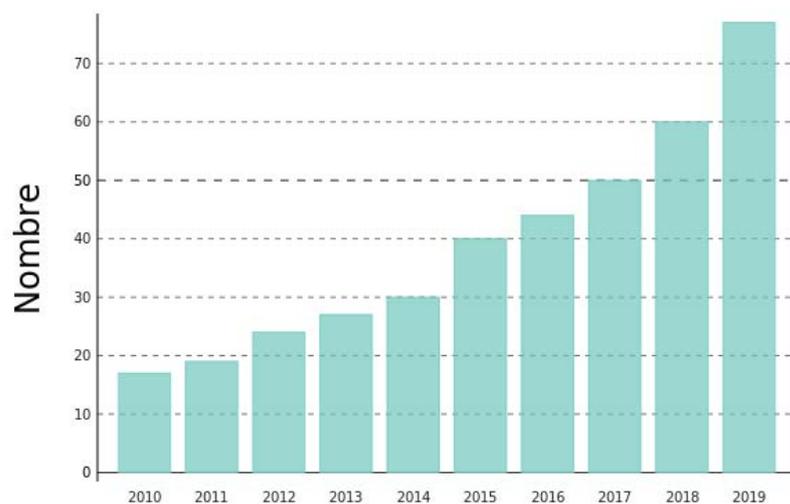
Nombre de personnes vivant avec le VIH qui connaissent leur statut sérologique



Source: fichier Spectrum

1.2 Personnes vivant avec le VIH recevant un traitement antirétroviral, Comores (2010-2019)

Nombre de personnes recevant un traitement antirétroviral



Source: fichier Spectrum

1.3 Personnes vivant avec le VIH dont la charge virale a été supprimée, Comores (2010-2019)

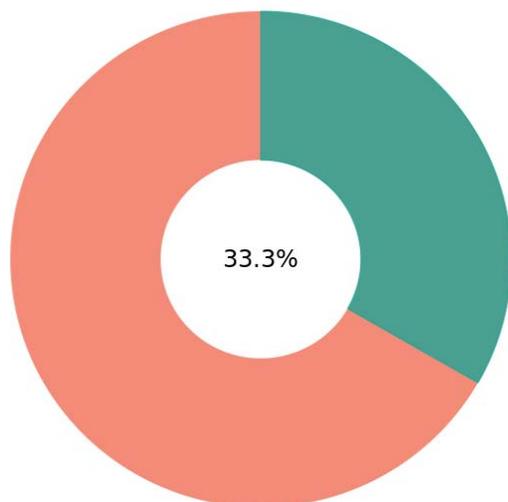
Nombre de personnes vivant avec le VIH dont la charge virale a été supprimée au cours de la période de référence



Source: fichier Spectrum

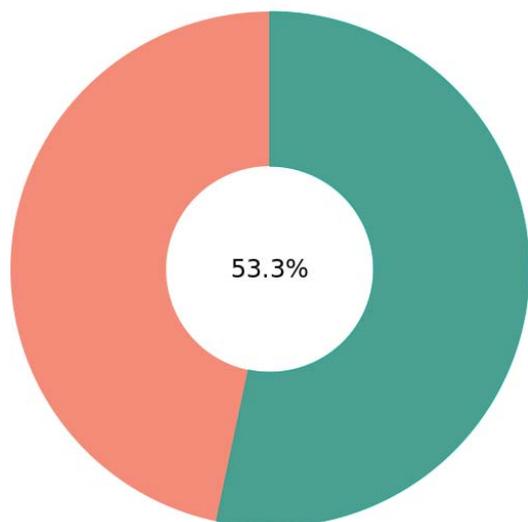
1.4 Diagnostic tardif du VIH, Comores (2019)

Pourcentage de personnes vivant avec le VIH dont la numération initiale des cellules CD4 <200 cellules/mm3 durant la période de référence



1.4 Diagnostic tardif du VIH, Comores (2019)

Pourcentage de personnes vivant avec le VIH dont la numération initiale des cellules CD4 <350 cellules/mm3 durant la période de référence



1.6 Mortalité due au sida sur une population de 100 000 personnes, Comores (2010-2019)

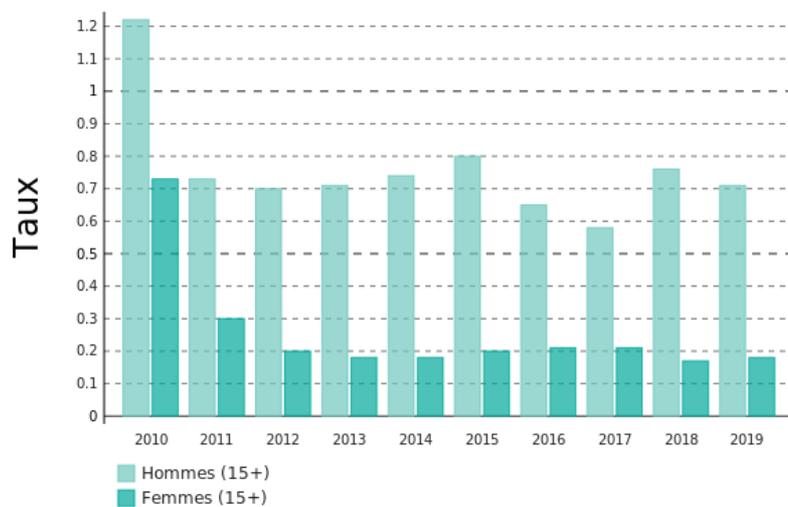
Nombre total de personnes qui sont décédées d'une maladie due au sida sur une population de 100 000 personnes



Source: fichier Spectrum

1.6 Mortalité due au sida sur une population de 100 000 personnes (adultes 15+), Comores (2010-2019)

Nombre total d'adultes qui sont décédés d'une maladie due au sida sur une population de 100 000 personnes



Source: fichier Spectrum

Prévention de la transmission mère-enfant du VIH

Éliminer les nouvelles infections à VIH chez les enfants d'ici 2020 et garantir l'accès au traitement du VIH à 1,6 millions d'enfants d'ici 2018

Résumé des progrès

Le pays s'est engagé à:

- Promouvoir le Conseil/dépistage et la stratégie ABC des couples
- Promouvoir le Conseil dépistage et le Marketing social de l'utilisation des condoms (adolescents et jeunes)
- Promouvoir l'intégration des paquets de services PTME dans les structures SR et initiatives communautaires
- Organiser des Campagnes nationales et insulaires de Plaidoyer pour l'eTME
- Promouvoir le respect des 4 CPN et le dépistage des femmes enceintes en CPN1
- Assurer l'approvisionnement en réactifs, tests et ARV
- Assurer le TAR des femmes enceintes
- Assurer le diagnostic et le traitement des enfants

Questions de politique (2019)

Votre pays a-t-il mis en place un plan national pour l'élimination de la transmission mère-enfant (TME) du VIH ?

Oui

Objectif(s) concernant le taux de transmission de la mère à l'enfant et l'année 0; 2018

Objectif(s) d'élimination (tels que le nombre de cas/population) et l'année 0; 2030

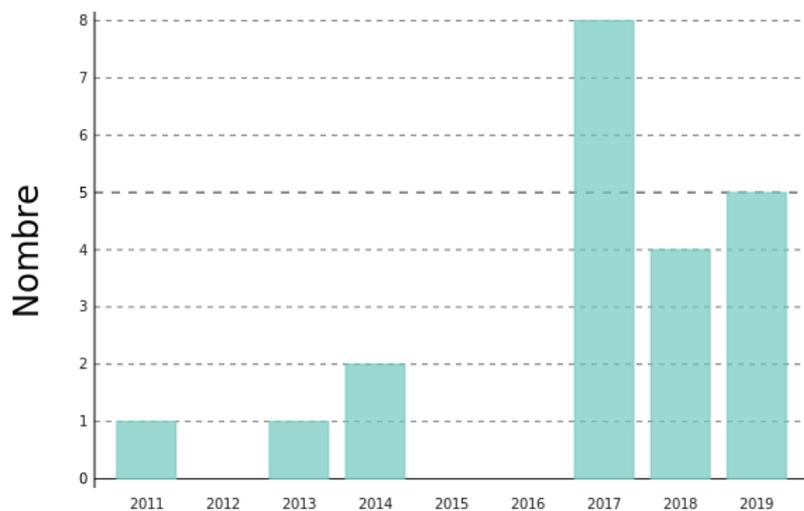
Les directives nationales recommandent-elles le traitement de tous les nourrissons et les enfants séropositifs, indépendamment de leurs symptômes ? Si oui, quel est le statut de mise en oeuvre de la politique d'âge limite adoptée dans votre pays ?

Traitement pour tous, indépendamment de l'âge

Mise en oeuvre dans tout le pays (> 95 % des établissements de prise en charge)

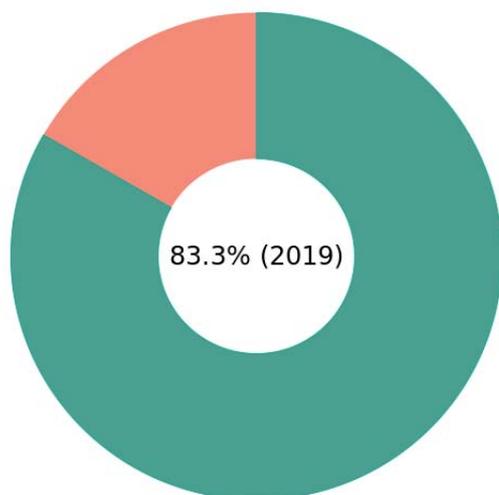
2.1 Diagnostic infantile précoce, Comores (2011-2019)

Nombre de nourrissons ayant subi un test virologique pour le VIH au cours de leurs deux premiers mois de vie



2.1 Diagnostic infantile précoce, Comores (2018-2019)

Pourcentage de nourrissons nés de femmes vivant avec le VIH qui subissent des tests virologiques dans les deux mois suivant la naissance



↑ 66.7% (2018)

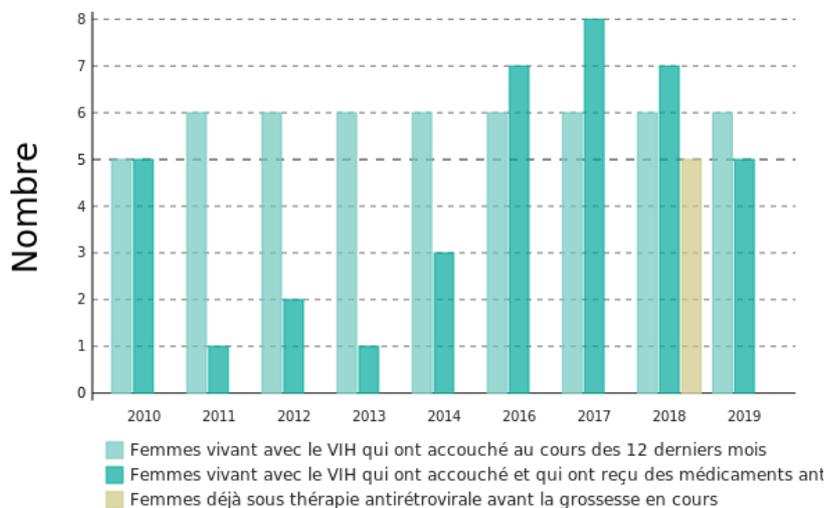
2.2 Transmission mère-enfant du VIH, Comores (2010-2019)

Pourcentage estimé d'enfants ayant été nouvellement infectés par le VIH dans le cadre de la transmission de la mère à l'enfant chez les femmes séropositives ayant accouché au cours des 12 derniers mois



Source: fichier Spectrum

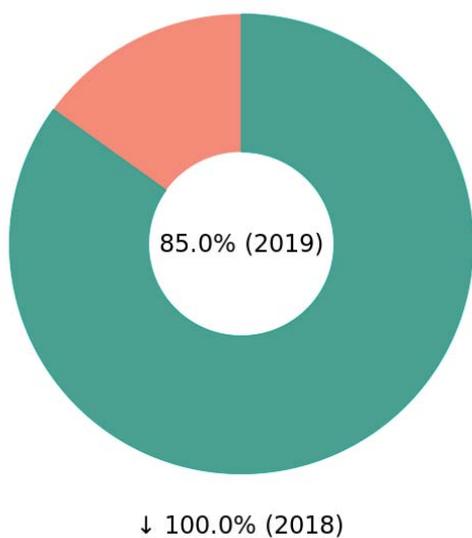
2.3 Prévention de la transmission mère-enfant du VIH, Comores (2010-2019)



Source: fichier Spectrum

2.3 Prévention de la transmission mère-enfant du VIH, Comores (2018-2019)

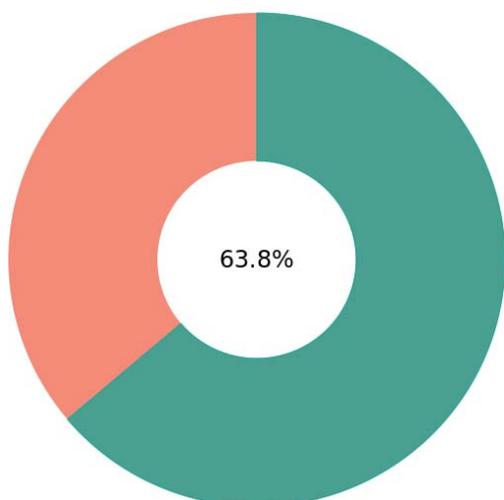
Pourcentage de femmes enceintes vivant avec le VIH qui ont reçu des médicaments antirétroviraux en vue de réduire le risque de transmission mère-enfant



Source: fichier Spectrum

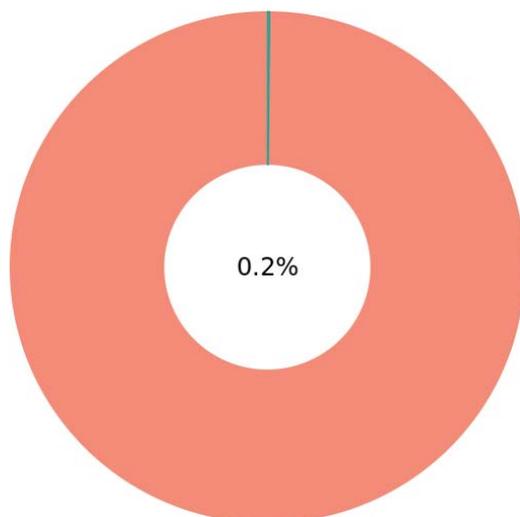
2.4 La syphilis chez les femmes enceintes, Comores (2019)

Pourcentage de femmes qui ont fait l'objet d'un dépistage de syphilis



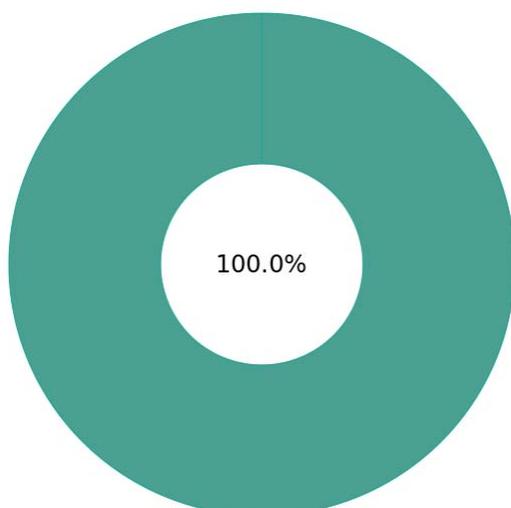
2.4 La syphilis chez les femmes enceintes, Comores (2019)

Pourcentage de femmes enceintes dont le test de dépistage de la syphilis s'est révélé positif



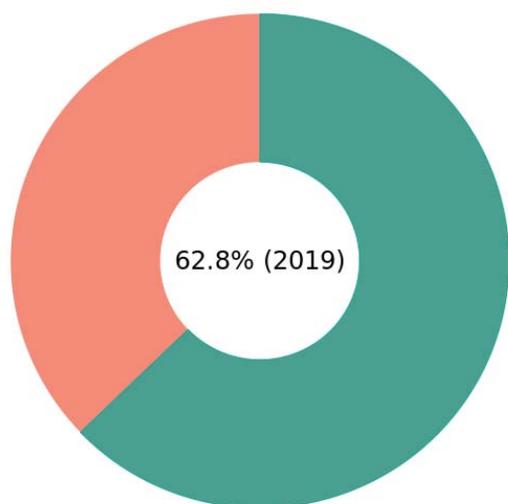
2.4 Syphilis chez les femmes enceintes, Comores (2019)

Pourcentage de femmes sous traitement parmi celles séropositives



2.6 Test du VIH chez les femmes enceintes, Comores (2018-2019)

Pourcentage de femmes enceintes séropositives dont le statut VIH est connu



↑ 0% (2018)

Programmes de prévention du VIH; Populations clés

Assurer l'accès aux options de l'association de mesures de prévention, parmi lesquelles la prophylaxie préexposition, la circoncision masculine volontaire médicale, la réduction des risques et les préservatifs, à au moins 90 % des personnes d'ici 2020, en particulier les jeunes femmes et les adolescentes dans les pays à forte prévalence et les populations clés, c'est-à-dire les homosexuels et les autres hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les personnes transgenres, les professionnels du sexe et leurs clients, les personnes qui s'injectent des drogues et les prisonniers

Résumé des progrès

Le pays a pris des dispositions pour mettre à la disposition des personnes exposées au risque de contamination une prophylaxie post exposition et la distribution des préservatifs aux jeunes, à la population adulte, aux homosexuels et aux professionnels du sexe. Les personnes transgenres sont moins connues et confondues avec les HSH. Pour les personnes qui s'injectent des drogues, c'est en 2017 qu'on a pu révéler le phénomène. Le pays a pu élaborer un Plan Stratégique National de réduction des risques liés à la consommation de drogue.

Questions de politique : Populations clés (2019)

Criminalisation et/ou poursuite des populations clés

Personnes transgenres

- Ni criminalisées ni poursuivies en justice
Selon la loi pénale ; néanmoins situation mal tolérée par la loi musulmane d'où des arrestations abusives de la part des services de sécurité.

Professionnels du sexe

- Tirer profit de l'organisation ou de la gestion de services sexuels est criminalisé
En plus, situation mal tolérée par la loi musulmane d'où des arrestations abusives de la part des services de sécurité

Hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes

- Les lois pénalisant les rapports sexuels entre personnes de même sexe ont été abolies ou n'ont jamais existé
Néanmoins situation mal tolérée par la loi musulmane d'où des arrestations parfois arbitraires

La consommation de drogues ou la détention de drogues pour usage personnel constituent-elles un délit dans votre pays ?

- La détention ou la consommation de drogues constituent une infraction
- La détention de drogues pour usage personnel constitue une infraction

Protections juridiques pour les populations clés

Personnes transgenres

- Ni criminalisées ni poursuivies en justice

Professionnels du sexe

- Interdiction constitutionnelle de toute discrimination fondée sur quelque motif qu'il soit

Hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes

- Non

Personnes qui s'injectent des drogues

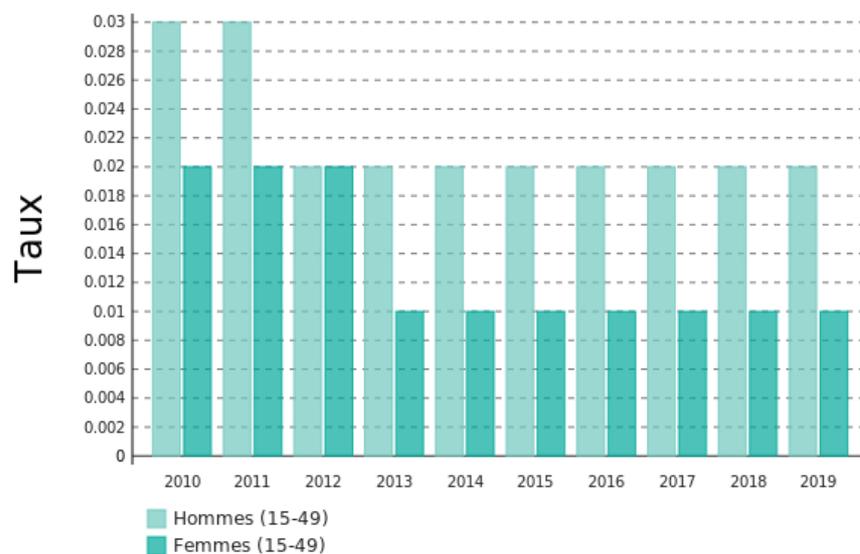
- Non

La recommandation de l'OMS sur la PrEP orale a-t-elle été adoptée dans les lignes directrices nationales de votre pays?

Non, les recommandations n'ont pas été adoptées

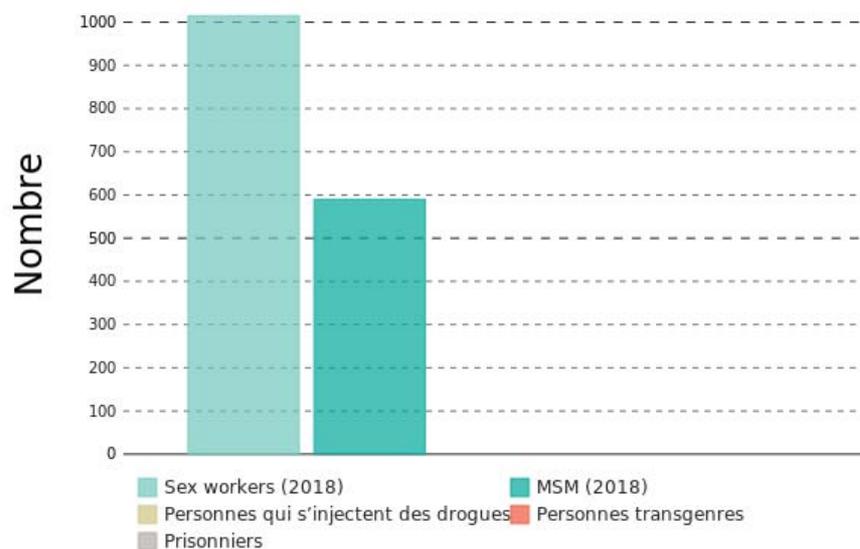
3.1 Incidence du VIH par 1000, Comores (2010-2019)

Nouvelles infections à VIH pendant la période de référence par population de 1 000 personnes non infectées (Adultes, 15 à 49 ans)



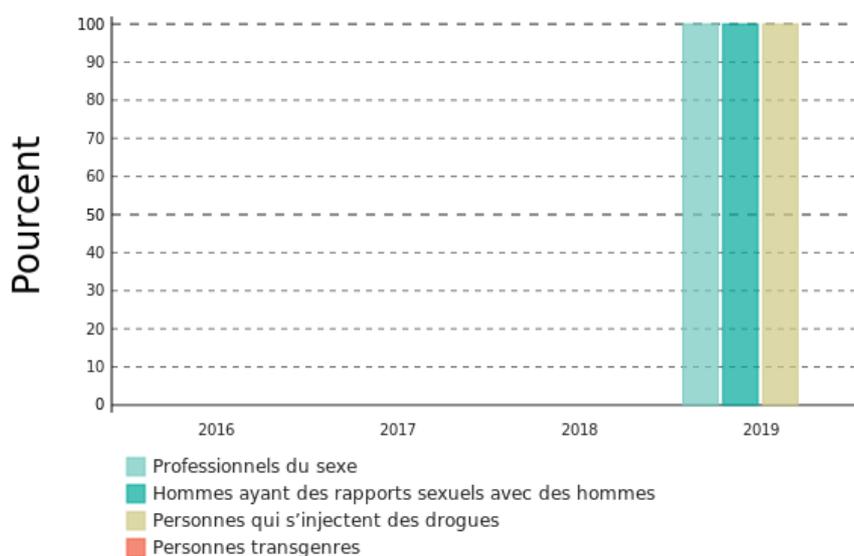
Source: fichier Spectrum

3.2 Estimations de la taille des populations clés, Comores



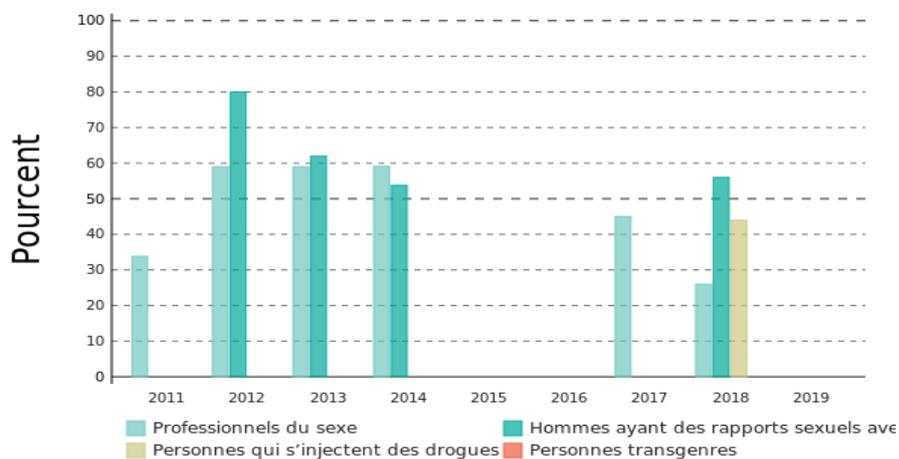
3.4 Dépistage du VIH parmi les populations clés, Comores (2016-2019)

Pourcentage de personnes d'une sous-population clé testées pour le VIH dans les 12 derniers mois ou qui connaissent leur statut sérologique VIH actuelle



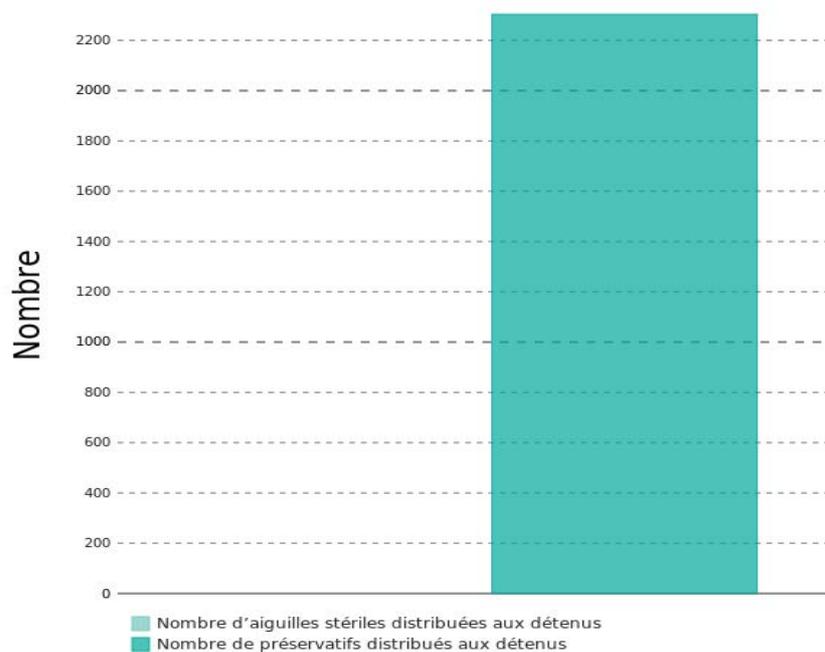
3.6 Utilisation du préservatif parmi les populations clés, Comores (2011-2019)

Pourcentage parmi une population clé indiquant avoir utilisé un préservatif lors du dernier rapport sexuel



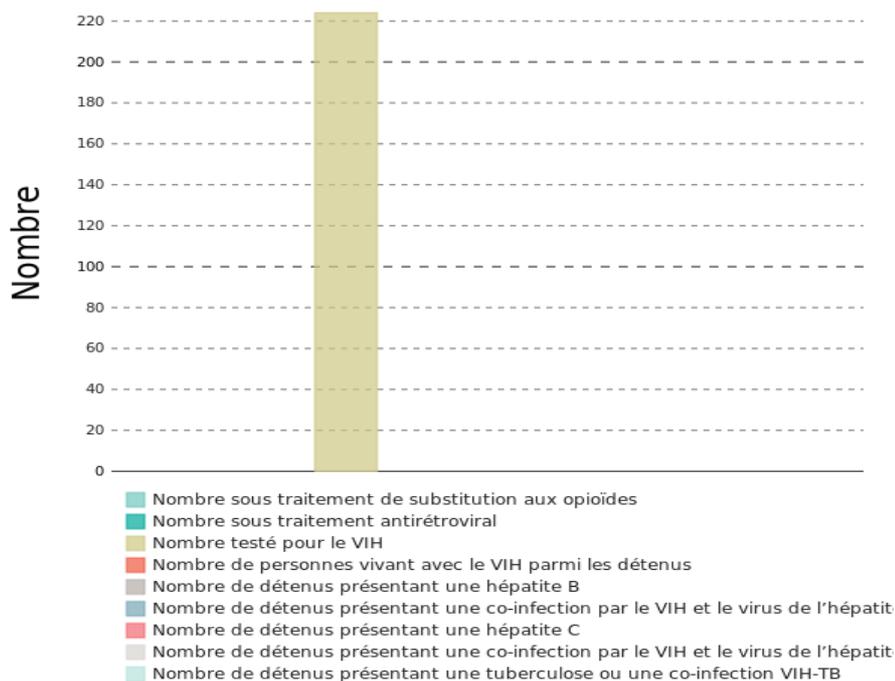
3.13 Programmes de prévention du VIH dans les prisons, Comores (2019)

Programmes de prévention et de traitement du VIH offerts aux prisonniers en détention



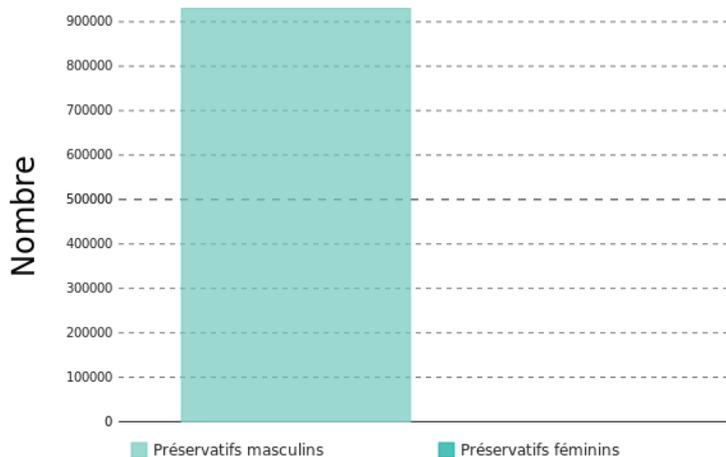
3.13 Programmes de prévention du VIH dans les prisons, Comores (2019)

Programmes de prévention et de traitement du VIH offerts aux prisonniers en détention



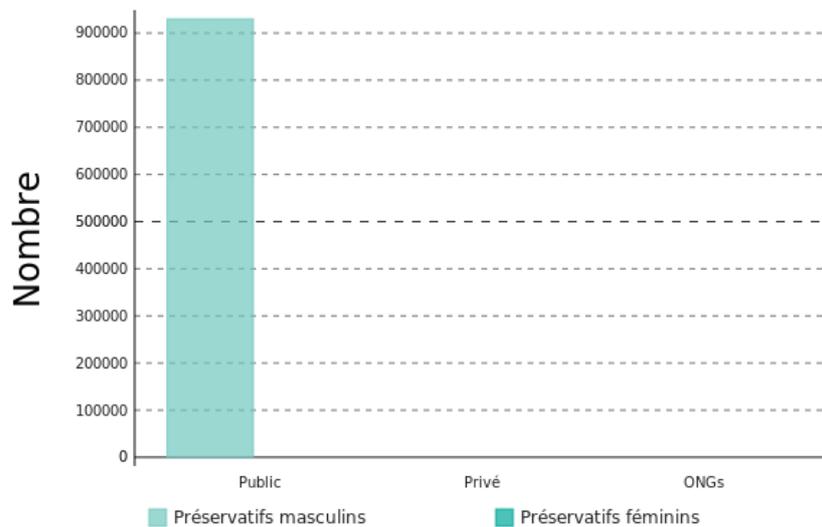
3.19 Nombre annuel de préservatifs distribués, Comores (2019)

Nombre de préservatifs distribués au cours des 12 derniers mois



3.19 Nombre annuel de préservatifs distribués, Comores (2019)

Nombre de préservatifs distribués au cours des 12 derniers mois



Genre; Stigma et discrimination

Éliminer les inégalités entre les sexes et mettre fin à toutes les formes de violence et de discrimination envers les femmes et les filles, les personnes vivant avec le VIH et les populations clés d'ici 2020

Résumé des progrès

L'état s'engage à respecter et à faire respecter les droits des personnes vivant avec le VIH notamment les femmes et les enfants aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural. Il est tenu aussi de renforcer les programmes et les campagnes de sensibilisation qui mettent l'accent sur la promotion de l'égalité des genres pour la prévention du VIH et l'élimination de la violence, entre autre sexuelle ainsi que toutes les pratiques et traditions portant atteinte aux droits des femmes. La PNEEG est mise en place pour répondre aux inégalités liées au genre. Des cellules d'écoute sont mises en place afin d'accompagner et prendre en charge les victimes d'agression et de viol de tout genre. La culture comorienne protège la femme et lui garantit une sécurité : sécurité physique et sécurité financière.

Questions de politique (2018)

Votre pays a-t-il établi un plan ou une stratégie national(e) afin de lutter contre la violence sexiste et la violence faite aux femmes incluant les problématiques de prévention à VIH ?

Oui

Votre pays possède-t-il une loi concernant la violence domestique ?

Oui

- Violence physique
- Violence sexuelle
- Violence psychologique
- Violence émotionnelle
- Violence économique
- Criminalisation explicite du viol conjugal

Quelles protections, si existent, votre pays a-t-il pour les populations clés et les personnes vivant avec le VIH contre la violence ?

- Dispositions juridiques spécifiques interdisant la violence fondée sur la séropositivité ou sur l'appartenance à une population clé

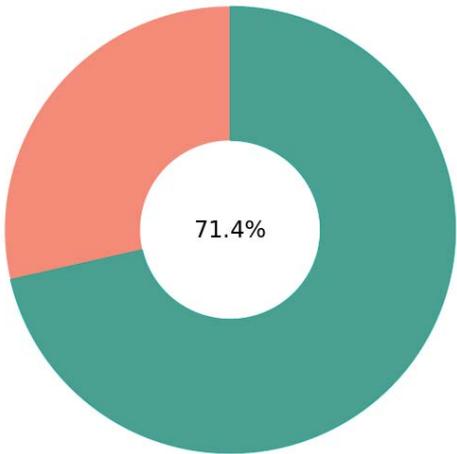
Votre pays a-t-il mis en place des politiques exigeant que les établissements de santé fournissent des soins en temps opportun et de qualité à toutes les personnes, indépendamment de leur genre, nationalité, âge, handicap, ethnie, origine, orientation sexuelle, religion, langue, statut socio-économique, statut VIH ou autre état de santé, ou parce qu'elles ont recours au sexe tarifé, consomment des drogues, vivent en prison ou pour toute autre raison ?

Oui, des politiques existent et sont mises en oeuvre de manière systématique

Votre pays a-t-il adopté des lois criminalisant la transmission du VIH, la non-divulgaration de la séropositivité ou l'exposition à la transmission du VIH ?

Non

Pourcentage des indicateurs mondiaux de suivi du SIDA avec des données ventilées par sexe



5 / 7

Connaissance du VIH et accès aux services de santé sexuelle et reproductive

S'assurer que 90 % des jeunes possèdent les compétences, les connaissances et la capacité de se protéger du VIH et disposent d'un accès à des services de santé sexuelle et reproductive d'ici 2020 afin de réduire à moins de 100 000 personnes par an le nombre de nouvelles infections à VIH parmi les adolescentes et les jeunes femmes

Résumé des progrès

L'état s'engage à :

- Assurer l'enseignement et l'éducation sur le VIH /IST/SR en milieu scolaire
- Mettre en œuvre les activités IEC/CCC : « SR/IST/VIH » en milieu jeune scolarisé et communautaire
- Renforcer les capacités des pairs éducateurs jeunes
- Passer à l'échelle le Conseil Dépistage
- Promouvoir ABC et le Marketing social du préservatif.

Le ministère de la santé à travers la Direction de Lutte Contre le Sida (DLS) a par ailleurs, signé un contrat avec des ONG. Ces ONG assurent la sensibilisation des jeunes de 10 à 24 ans en milieu scolaire et en milieu communautaire. Ils assurent aussi le dépistage en stratégie avancé et la distribution des préservatifs. Ils jouent aussi ces rôles auprès des groupes cibles (TS et HSH et UDI)

Questions de politique (2018)

Votre pays a-t-il établi des politiques d'éducation aidant à l'enseignement de compétences essentielles liées au VIH et à l'éducation sexuelle, en accord avec les standards internationaux, dans :

a) Les écoles primaires

Oui

b) Les écoles secondaires

Oui

c) La formation des enseignants

Oui

Protection sociale

S'assurer que 75 % des personnes vivant avec le VIH, affectés par le VIH ou à risque bénéficient de la protection sociale incluant le VIH d'ici 2020

Résumé des progrès

Le pays a promulgué en 2014 une loi protégeant les personnes vivant avec le VIH. Cette loi vise le domaine de la santé, le travail, l'éducation, la protection sociale etc.....

Le processus de l'AMG (Assurance Maladie Généralisée) est en cours et pourrait être opérationnel d'ici 2020.

Questions de politique (2019)

Existe-t-il dans votre pays une stratégie, une politique ou un cadre de protection sociale approuvé(e) ?

Oui, et celui-ci/celle-ci est mis en oeuvre

a) Fait-il/elle référence au VIH ?

Oui

b) Reconnaît-il/elle les personnes vivant avec le VIH comme bénéficiaires clés ?

Oui

c) Reconnaît-il/elle les populations clés (professionnels du sexe, homosexuels et autres hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes, personnes qui s'injectent des drogues, personnes transgenres, prisonniers) comme bénéficiaires clés ?

Non

• -

d) Reconnaît-il/elle les adolescentes et les jeunes femmes comme bénéficiaires clés ?

Oui

e) Reconnaît-il/elle les enfants touchés par le VIH comme des bénéficiaires clés ?

Oui

f) Reconnaît-il/elle les familles touchées par le VIH comme des bénéficiaires clés ?

Oui

g) Tient-il/elle compte du problème des soins non rémunérés liés au VIH ?

-

Quels obstacles, si existent, limitent l'accès aux programmes de protection sociale dans votre pays?

• L'existence de la stigmatisation et de la discrimination

Prestation de services à base communautaire

Garantir la gestion par la communauté d'au moins 30 % des services fournis d'ici 2020

Résumé des progrès

Les associations communautaires participent activement à la planification et à la mise en œuvre des activités VIH. Une partie du financement VIH est affectée dans les îles en particulier dans les associations communautaires sous contrat avec le ministère de la santé pour assurer la mise en œuvre des activités liées au VIH; Il s'agit des activités de renforcement de capacité des jeunes et des groupes cibles ; des séances de sensibilisation, de dépistage et la distribution des préservatifs. Le Ministère de la santé s'est doté en 2018 d'un plan stratégique national de santé communautaire suivi de renforcement des capacités des agents de santé communautaires.

Questions de politique (2019)

Votre pays a-t-il une politique nationale pour promouvoir l'administration de thérapie antirétrovirale dans les communautés ?

Non

Existe-t-il au moins l'une des garanties suivantes dans les lois, les réglementations et les politiques assurant le fonctionnement des OSC ou des OC dans votre pays ?

- L'inscription d'OSC oeuvrant pour la lutte contre le VIH est possible
- L'inscription d'OSC/OC travaillant avec les populations clés est possible
- Des services liés au VIH peuvent être proposés par des OSC/OC
- Des services peuvent être proposés aux populations clés par des OSC/OC
- Les exigences en matière de rapports pour les OSC/OC proposant des services liés au VIH sont simplifiées

Dépenses associées au VIH

Garantir l'augmentation des investissements liés au VIH à hauteur de US\$ 26 milliards d'ici 2020, dont un quart pour la prévention du VIH et 6% pour les acteurs sociaux

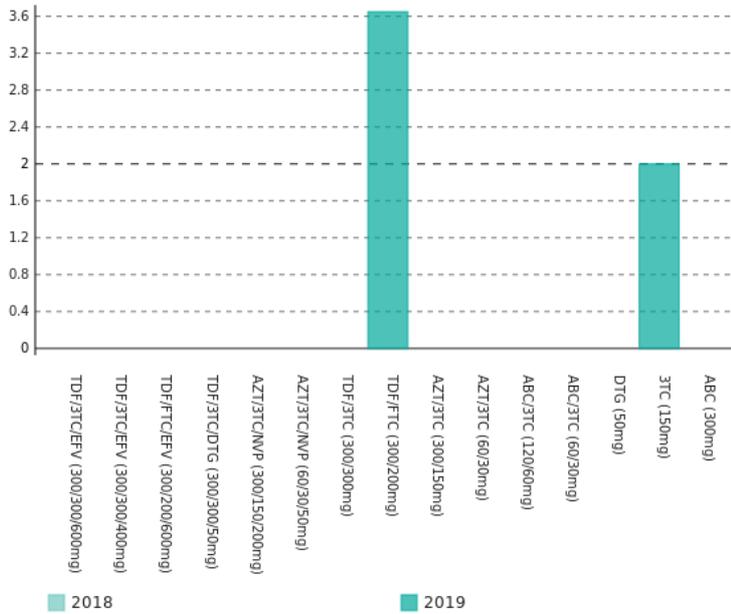
Résumé des progrès

La période 2014-2015 correspond à la période de formulation des accords de coopération entre l'Union des Comores et les partenaires au développement. Ce fut l'occasion pour ces institutions de préciser leur contribution financière destinée à la lutte contre le sida. Ainsi :

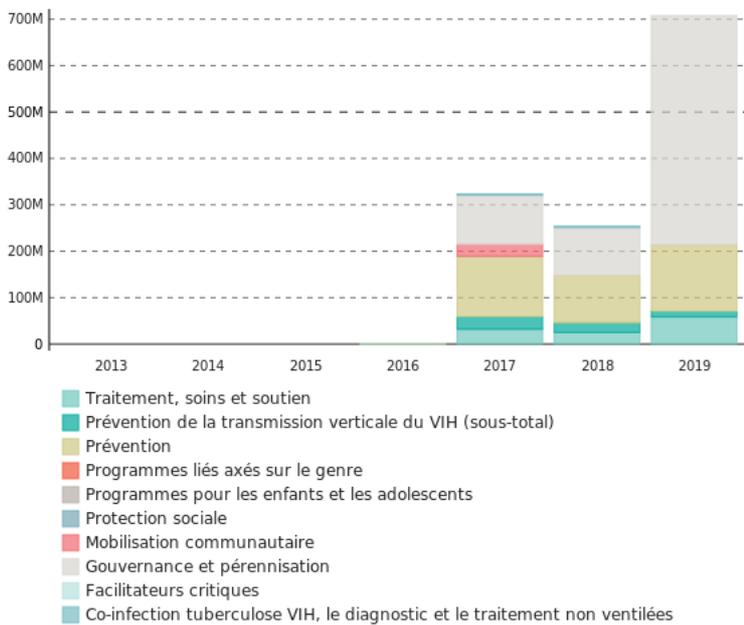
- a) L'UNFPA a annoncé une allocation de 34 240 euros par an pour la période 2016-2018. Elle intervient dans l'offre de services de prévention aux HSH, aux PS et dans la santé de la reproduction des jeunes y compris la fourniture des préservatifs et des réactifs.
- b) L'OMS a annoncé une contribution annuelle d'un montant de 12 806 € pour la période 2016-2018. Cette institution intervient dans le domaine « politique et gouvernance » (élaboration des documents de politiques et stratégies), dans le suivi et l'évaluation (revues et planifications des activités annuelles, la surveillance épidémiologique), dans la prévention avec des plaidoyers lors de journées événementielles telle que la Journée Mondiale SIDA ;
- c) Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) a annoncé une contribution annuelle de 18 452 euros pour la période 2016-2018. Elle intervient dans le domaine de l'intensification de la prévention (prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant) et dans l'achat des réactifs ;
- d) L'ONUSIDA a annoncé une contribution annuelle de 50742 euros pour la période 2016-2018. Elle intervient dans le domaine de la politique et gouvernance et dans le suivi évaluation
- e) Le Gouvernement a annoncé l'augmentation progressive et annuelle de sa contribution à la lutte contre la maladie.

Un nouveau plan stratégique VIH 2020-2024 est en cours d'élaboration et un autre paysage de financement reste à définir.

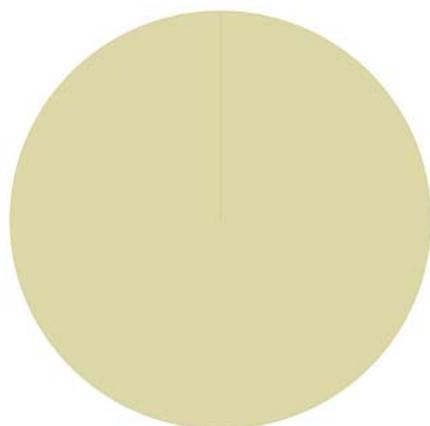
8.2 Les prix unitaires moyens des traitements antirétroviraux (en Dollars US), Comores (2018-2019)



8.3 Dépenses liées au VIH par catégorie de programmes, Comores (2013-2019)



Part de la prévention efficace du total, Comores (2019)



■ Prévention ciblée

■ Autre prévention

■ Autres dépenses associées au

Renforcement et accès à la justice

Responsabiliser les personnes vivant avec le VIH, à risque ou bien affectées par le VIH afin qu'elles connaissent leurs droits, aient accès à la justice et à des services juridiques afin de prévenir et lutter contre les violations des droits de l'homme

Résumé des progrès

Le gouvernement à travers le ministère de la santé a mis en place un réseau des personnes affectées et infectées par le VIH. Ce réseau bénéficie des renforcements de capacité en matière de droit, de gestion. Il est aussi impliqué dans la programmation et la mise en œuvre des activités VIH. Le gouvernement a promulgué en 2014, la loi relative à la protection des droits des PVVIH

Questions de politique (2018)

Y a-t-il eu au cours de ces deux dernières années des programmes de formation et/ou de renforcement des capacités pour les personnes vivant avec le VIH et les populations clés afin de les éduquer et de les sensibiliser concernant leurs droits (dans le contexte du VIH) dans votre pays ?

Oui, à l'échelle nationale

Des mécanismes ont-ils été mis en place dans votre pays pour enregistrer et traiter des cas de discrimination liés au VIH (fondée sur la séropositivité perçue et/ou l'appartenance à une population clé) ?

Oui

Quels mécanismes de responsabilisation relatifs à la discrimination et aux violations des droits de l'homme dans les établissements de santé votre pays a-t-il, si existent?

- Procédure de plainte
- Procédures ou systèmes pour préserver et respecter la vie privée ou le droit à la confidentialité des patients

Quels obstacles à l'accès aux mécanismes de responsabilisation votre pays a-t-il, si existent?

- La sensibilisation ou les connaissances relatives au fonctionnement de ces mécanismes sont limitées

Sortir le sida de l'isolement

S'engager à sortir le sida de l'isolement par le biais de systèmes centrés sur les populations afin d'améliorer la couverture de santé universelle, notamment le traitement pour la tuberculose, le cancer du col de l'utérus et les hépatites B et C

Résumé des progrès

Seule une collaboration entre le Programme National de Lutte Contre la Tuberculose et la Direction de Lutte Contre le Sida est fonctionnelle pour la gestion de la coinfection TB/VIH. Elle permet à tout patient Tuberculeux de bénéficier le dépistage du VIH dans les services de prise en charge de la TB. La DNLS a mis à la disposition du PNLT les tests VIH nécessaires au dépistage du VIH. Pour ce qui concerne le VIH, tout PVVIH fera l'objet d'une recherche de TB au moins deux fois par an grâce à Gen-Expert. Un cadre de coordination TB-VIH est mis en place. Les deux programmes mènent des missions conjointes d'évaluation, de revue et de planification, de même que des réunions de coordinations périodiques.

Un guide national de prise en charge des hépatites valide est disponible et a permis le renforcement de capacités du personnel de santé

Questions de politique (2019)

Le dépistage et le traitement du cancer du col de l'utérus sont-ils recommandés pour les femmes vivant avec le VIH dans :

a) La stratégie/politique/plan/directive national(e) pour le cancer, le cancer du col de l'utérus ou la riposte plus large aux maladies non transmissibles (MNT)

Non

b) Le plan stratégique national régissant la riposte au sida

Non

c) Directives nationales sur le traitement du VIH

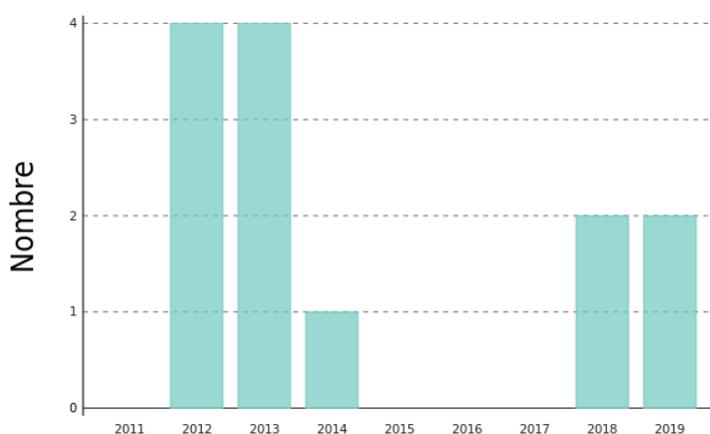
Non

Quelles politiques de co-infection sont mises en place dans le pays pour les adultes, les adolescents et les enfants ?

- Traitement préventif par isoniazide (TPI) ou prophylaxie de l'infection tuberculeuse latente (ITBL) pour les personnes vivant avec le VIH
- Intensification du dépistage de la tuberculose parmi les personnes vivant avec le VIH
- Contrôle de l'infection tuberculeuse dans les établissements de santé proposant des services liés au VIH

10.1 Co-gestion du traitement de la tuberculose et du VIH, Comores (2011-2019)

Nombre de patients nouvellement diagnostiqués séropositifs et en situation de rechute de la tuberculose ayant commencé un traitement contre la TB au cours de la période de référence et qui étaient déjà sous traitement antirétroviral, ou qui ont commencé un traitement antirétroviral pendant le traitement contre la TB au cours de l'année de référence



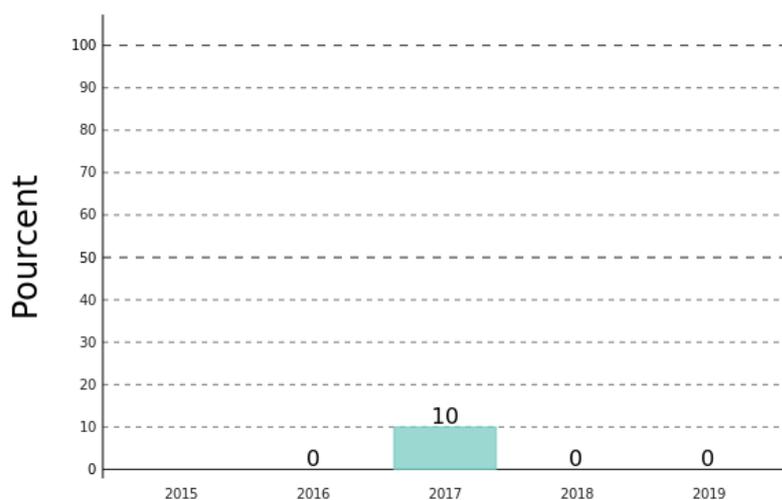
10.2 Personnes vivant avec le VIH atteintes d'une tuberculose active, Comores (2015-2019)

Nombre total de personnes vivant avec le VIH et souffrant d'une tuberculose (TB) active, exprimé en pourcentage des nouveaux patients pris en charge pour des soins liés au VIH (pré-traitement antirétroviral et traitement antirétroviral) au cours de la période de référence



10.3 Personnes vivant avec le VIH qui ont commencé un traitement préventif antituberculeux, Comores (2015-2019)

Nombre de patients ayant commencé un traitement pour une infection tuberculeuse latente, exprimé en pourcentage du nombre total de nouveaux patients nouvellement inscrits aux soins du VIH au cours de la période considérée



10.4/10.5 Infections sexuellement transmissibles, Comores (2013-2019)

Nombre de cas d'écoulement urétral chez l'homme déclarés au cours des 12 derniers mois; nombre de cas de blennorragie diagnostiqués en laboratoire chez les hommes dans les pays ayant des capacités de diagnostic en laboratoire

